

Les représentations sociales en psychiatrie

Un déficit d'information

Bien que constituant une des premières causes d'hospitalisation et de consultation en France (20 % en moyenne des urgences de l'hôpital général), la psychiatrie est une discipline peu connue, qui fait peur irrationnellement et qui souffre d'un déficit majeur de communication.

Plusieurs facteurs expliquent ce phénomène ancien et qui plonge au plus profond de notre société :

- La représentation sociale des maladies mentales repose encore largement sur la folie et la dangerosité.
- La discipline est complexe et utilise une lexicographie d'autant plus inaccessible au grand public que les professionnels eux-mêmes, en fonction de leur école, ne font pas consensus sur de nombreuses définitions.
- Enfin, la maladie mentale elle-même s'exprime le plus souvent par la rupture avec la réalité et le lien social.

L'image particulièrement négative de cette discipline est gravement pénalisante pour les prises en charge :

- l'accès aux soins s'en trouve entravé, ce qui aggrave la difficulté de traitement ;
- les politiques alternatives à l'hospitalisation sont souvent délicates à mener, notamment en matière de recherche de structures extra-hospitalières, car rejetées par la cité, le voisinage etc ;
- la réinsertion (sociale, familiale, professionnelle) est considérablement freinée compte tenu de l'image négative que conserve tout malade mental.

C'est à partir de ces bases objectives que les quatre hôpitaux spécialisés du département de Paris

(Esquirol, Maison-Blanche, Perray-Vaucluse, Sainte-Anne) ont décidé de se réunir dans un syndicat interhospitalier de communication externe : le Psycom 75 dont l'objectif est de « mieux informer de la réalité des maladies mentales, de mieux faire connaître l'organisation des soins pour qu'elle puisse être mieux vécue et acceptée ».

Afin de définir une stratégie de communication appropriée, il a tout d'abord été décidé d'effectuer une étude, la première du genre (1992), confiée à une société spécialisée qui a concerné plus de 1 000 personnes selon un échantillonnage statistiquement éprouvé*.

Un secteur mal connu

On y découvre, entre autres, que pour plus d'un médecin généraliste sur deux le manque d'information conduit à ne pas orienter vers les structures psychiatriques publiques. 75 % des médecins pensent qu'hospitaliser en psychiatrie est synonyme d'impossibilité de continuer à suivre le patient. Qu'il s'agisse des médecins généralistes ou des assistantes sociales, l'ensemble s'accorde à dire que le poids de la maladie mentale dans leur pratique est important (60 à 75 %) et qu'il va en s'alourdissant. Seul 25 % des médecins connaissent à peu près le dispositif de soins existant à proximité de leur cabinet. Plus inquiétant peut être, la majorité des médecins généralistes déclarent que les « ponts sont coupés » entre leur pratique et celle de l'institution publique.

Si ce constat est particulièrement inquiétant, il existe toutefois des voies de progrès. Les associations de familles, les assistantes sociales de ville montrent une extraordi-

naire motivation à vouloir travailler différemment avec l'institution, pour peu qu'elle les informe mieux et les associe. 15 à 20 % des médecins généralistes apparaissent également comme des partenaires efficaces et prêts à s'engager davantage dans le travail de secteur. Il apparaît de façon lancinante, combien le manque d'information est cruellement ressenti dans un système jugé complexe et trop replié sur lui-même.

Une autre étude réalisée par le Psycom 75 auprès des professionnels hospitaliers montre que l'image des maladies mentales n'est pas très différente chez eux de celle qu'en a l'opinion publique. Plus grave certainement encore, une récente enquête conduite par un cadre soignant (M. Marc Livet) pointe que plus de 70 % des personnels infirmiers déclarent qu'ils n'hospitaliseraient pas quelqu'un de leur famille dans leur propre établissement. L'institution, ses professionnels, doivent donc également évoluer.

Devant ce constat, plusieurs actions d'information et de communication ont été mises en œuvre : édition d'un guide de la psychiatrie publique à Paris, mise en place d'un service minitel, enfin un journal trimestriel est édité à l'intention des médecins généralistes, des assistantes sociales et des mairies d'arrondissement pour donner les informations utiles sur le fonctionnement du dispositif de santé parisien et les évolutions thérapeutiques.

Joël Martinez

* L'ensemble des résultats de l'enquête peuvent être consultés en contactant le service Communication-Documentation du PsyCom 75 au 43 96 60 37